

Femmes des classes populaires et participation : imaginaires politiques et construction d'une résistance au quotidien

Jessica Brandler-Weinreb

▶ **To cite this version:**

Jessica Brandler-Weinreb. Femmes des classes populaires et participation : imaginaires politiques et construction d'une résistance au quotidien. ILCEA: Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie , 2018, Femmes en résistance du XVIIIe siècle à nos jours, 33, pp.[en ligne]. 10.4000/ilcea.5448 . halshs-03778008

HAL Id: halshs-03778008
https://shs.hal.science/halshs-03778008

Submitted on 16 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ILCEA
Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

33 | 2018
Femmes en résistance du XVIII^e siècle à nos jours

Femmes des classes populaires et participation : imaginaires politiques et construction d'une résistance au quotidien

Grassroots Women's Groups and Participation: Political Imaginary and the Daily Construction of Resistance

Jessica Brandler-Weinreb

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/ilcea/5448
DOI : 10.4000/ilcea.5448
ISSN : 2101-0609

Éditeur
UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée
ISBN : 978-2-37747-060-0
ISSN : 1639-6073

Référence électronique
Jessica Brandler-Weinreb, « Femmes des classes populaires et participation : imaginaires politiques et construction d'une résistance au quotidien », *ILCEA* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 05 novembre 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/ilcea/5448 ; DOI : 10.4000/ilcea.5448

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© ILCEA

Femmes des classes populaires et participation : imaginaires politiques et construction d'une résistance au quotidien

Grassroots Women's Groups and Participation: Political Imaginary and the Daily Construction of Resistance

Jessica Brandler-Weinreb

Introduction

1 L'incompatibilité des représentations sociales et symboliques du féminin et du politique a été expliquée par la socialisation genrée : les femmes s'occuperaient du quotidien familial et domestique, dans l'espace privé, et les hommes prendraient en charge le futur et le politique, dans l'espace public. Le quotidien s'opposerait donc au politique et, au niveau des représentations sociales et symboliques, le féminin serait incompatible avec l'idée de pouvoir[1]. Les travaux sur ces questions montrent que cette distinction sexuée des espaces d'action et les représentations qui y sont rattachées, constituent les causes de leur mise à l'écart et du faible intérêt que portent les femmes pour la politique traditionnelle, celle qui s'effectue dans les espaces institutionnels et de représentation. Sous les gouvernements Chávez au Venezuela, la politique se construit dans un espace intermédiaire, entre l'espace domestique et l'espace institutionnel. C'est précisément grâce à cette construction que les femmes sont reconnues et se reconnaissent comme actrices et sujets politiques, revendiquant leur statut de citoyennes. Ce cadre rend donc visible les trajectoires d'acteurs engagés dans la gestion des affaires publiques depuis des décennies, et met surtout en lumières celles des actrices engagées qui sont néanmoins restées dans l'ombre car opérant en dehors des espaces institutionnels de représentation. La politique institutionnelle, dans sa nouvelle configuration, s'immisce dans les relations

interpersonnelles, au cœur de la vie quotidienne et dans la micro-localité qu'elles habitent et qu'elles maîtrisent.

2 La survalorisation du micro-local provoque un changement dans les subjectivités des individus et surtout des individues, dans leur manière de se penser, de se projeter, de se comporter puisque — et c'est là que la nuance est importante — participer c'est chercher à améliorer la vie quotidienne mais c'est aussi défendre un projet de société. Ainsi, l'enjeu de la participation politique à l'échelle locale est multidimensionnel. Il est à la fois pratique, stratégique mais aussi émotionnel et affectif. Les efforts quotidiens qu'apportent les femmes dans leurs groupes familiaux et dans leurs communautés, pour assurer la reproduction de celles-ci et de leurs familles, représentent un fort potentiel pour le changement social. Les femmes transforment leurs propres perceptions du pouvoir, de la famille, du travail domestique, de leur zone d'habitation et leurs perceptions sur l'idée de qualité de vie. Cette « mobilité intérieure[2] » que vivent les *luchadoras sociales* (combattantes sociales), grâce à leur expérience participative, sera au cœur de cet article. Au niveau méthodologique, la réflexion s'est construite à partir de pr ès de deux années d'enquête de terrain réalisée, entre 2006 et 2012, dans deux états de province[3]. En menant à bien une « ethnographie en mouvement » il a été possible de naviguer entre le milieu urbain des bidonvilles — *barrios* — de Carabobo et les zones rurales des montagnes — *páramo* — de Mérida (c.f. carte en annexe), reliant le foyer au gouvernement, en passant par le quartier et les institutions. En partant du quotidien des femmes rencontrées, dans un premier temps, je propose de comprendre en quoi le sens et les implications de leur participation représentent un combat multidimensionnel. Il s'agit aussi, dans un second temps, de réfléchir à la manière dont cette expérience leur permet de se penser et d'agir au-delà de leurs multiples positions sociales « subordonnées », en modifiant leurs imaginaires et leurs manières de se projeter en politique.

I. Participer : un combat multidimensionnel

A. Désordre institutionnel, résistance émotionnelle

3 **La participation sous Chávez : deux étapes, deux dispositifs[4].**

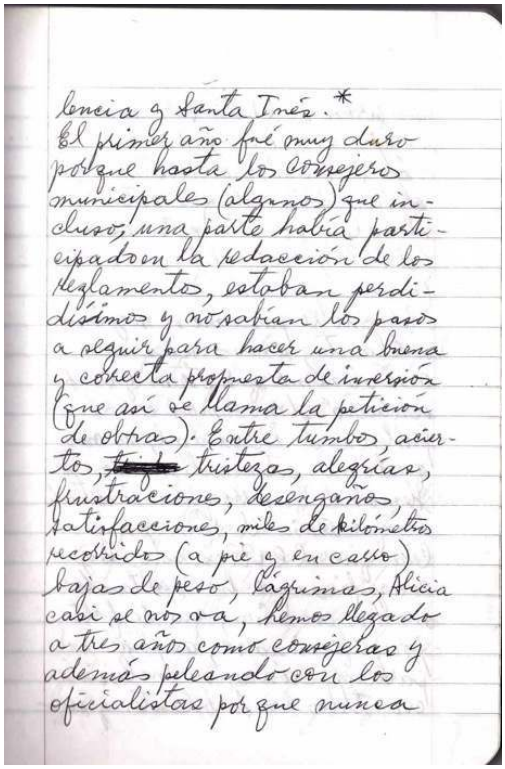
La politique de la participation se développe sous des formes différentes, à travers deux étapes distinctes qui modifient la place et le rôle des femmes dans celle-ci. La première va de 2002 à 2006 : elle se concentre autour du dispositif participatif que sont les *Conseils Locaux de Planification Publique* (CLPP). Créés en 2002 pour favoriser le développement du « pouvoir citoyen », ces Conseils ont pour objectif de permettre la participation des habitant.e.s — organisé.e.s en communautés — à l'élaboration du budget municipal, dans un travail de co-gestion et de co-responsabilité avec la mairie. Cette participation se limite à la planification du budget puisque l'exécution des projets revient à la mairie.

La seconde étape concerne la période du deuxième et dernier mandat investi par le président Chávez, allant de 2006 à 2012. Elle se structure autour d'un nouvel espace de participation : *les Conseils Communaux* (CC). Le travail commun avec la mairie est abandonné au profit d'un autre objectif, celui du « pouvoir populaire » et de la construction des « autogouvernements communautaires ». Ce nouveau dispositif offre la possibilité aux communautés d'administrer directement les ressources qui leur sont allouées, au niveau national et par les institutions régionales en charge de la

participation. Ainsi, les intermédiaires entre l'État et les communautés sont supprimés, pour appliquer la politique dans le quartier.

4 La participation des femmes dans les dispositifs étatiques étudiés est un véritable parcours de la combattante. Bien au-delà de la gestion de l'équilibre entre investissement dans l'espace domestique et dans l'espace extra domestique, participer c'est aussi ne pas se décourager face au désordre institutionnel. En effet, les enquêtes de terrain et l'étude de l'arsenal législatif créé sous Chávez permettent de comprendre que cette période est rythmée par un mouvement institutionnel et législatif fort mais que les initiatives tendent à être éphémères. Par exemple, au niveau de la politique de la participation, la loi des CLPP est promulguée en 2002 et dès 2006 celle des CC devient prioritaire, alors qu'elle concurrence directement la première. Puis, en 2009 une nouvelle loi des CC modifie l'ensemble du système participatif. Du côté des politiques pour l'égalité femmes/hommes, dès 2008, la mission du *Ministerio del Poder Popular de la Mujer y la Igualdad de Género* (MPPMIG — ministère du pouvoir populaire de la femme et de l'égalité de genre[5]) est d'articuler les trois principales institutions en charge d'améliorer les conditions de vie des femmes[6]. La création du ministère est annoncée dans le programme dominical télévisé *Aló Presidente* et c'est par ce biais que les fonctionnaires apprennent la nouvelle — sachant que le président exigeait qu'il soit opérationnel dès le lendemain de l'annonce. Ainsi, sous Chávez, les politiques publiques se mettent en place du jour au lendemain, chemin faisant. D'une année sur l'autre tout le cadre légal pouvait changer. Avec un tel fonctionnement des institutions, la tâche n'est pas simple et encore moins simplifiée pour les personnes qui investissent ces espaces. Comme nous le racontent les participantes Nancy et Maigualida pour le cas des CLPP (ci-après), faire aboutir un projet c'est aussi résister au chaos institutionnel ambiant, aux déceptions provoquées par la lenteur des démarches et par la non convergence des attentes et des résultats. Alors que leur investissement émotionnel, temporel et parfois économique (coût des transports, des copies de documents, de cafés bus par-ci, par-là pour discuter du projet) est très élevé et pesant.

5 Après avoir travaillé sur les modalités et sur le poids de l'assignation sociale de genre sur la participation[7], dans cet article, je souhaite faire place aux ressentis, aux attentes, aux vécus individuels de ces *luchadoras*, parce qu'ils participent à la construction d'une résistance qu'elles mettent en place au quotidien. Intégrer les dispositifs étatiques étudié s, n'est pas qu'une question de calcul rationnel et stratégique. L'expérience participative des femmes rencontrées est à la fois source de projections individuelles et de désillusions. La plupart d'entre elles ont intégré ces structures sans vraiment connaître la dynamique ni leur fonctionnement. Celle-ci n'était, tout simplement, pas vraiment définie. Nancy m'explique, dans son carnet intime (1), que la loi des CLPP avait été promulguée mais le *modus operandi* n'avait pas encore été établi :


lencia y Santa Inés. *
El primer año fué muy duro
porque hasta los Consejeros
municipales (algunos) que in-
cluso, una parte había parti-
cipado en la redacción de los
Reglamentos, estaban perdi-
dísimos y no sabían los pasos
a seguir para hacer una buena
y correcta propuesta de inversión
(que así se llama la petición
de obras). Entre tumbos, acier-
tos, tristezas, alegrías,
frustraciones, desengaños,
satisfacciones, miles de kilómetros
recorridos (a pie y en carro)
bajas de peso, lágrimas, Alicia
casi se nos va, hemos llegado
a tres años como consejeras y
además peleando con los
oficialistas porque nunca

1. - Carnet participatif de Nancy Moreno de Torrelles, Valencia, 2006, 47 p.

> « La première année a été très dure parce que même les conseillers municipaux (certains), dont une partie a d'ailleurs participé à la rédaction des règlements intérieurs, étaient perdus et ne connaissaient pas la démarche à suivre pour élaborer une bonne et correcte proposition d'investissement (c'est ainsi que s'appellent les pétitions pour la réalisation des travaux). Entre chaos, réussites, tristesses, joies, frustrations, désillusions, satisfactions, des milliers de kilomètres parcourus (à pied et en voiture), des pertes de poids, des larmes, [...] on en est à la troisième année en tant que conseillères [...]. Je crois que les CLPP est une loi magnifique qui a surmonté de nombreux obstacles, qui a encore beaucoup de choses à améliorer comme amplifier la participation et l'inclusion de tous les habitants et secteurs de la ville, mais je pense que *se niega a morir en el intento* [elle refuse de mourir dans la tentative de]. On doit et on veut continuer à vivre cette belle expérience qui nous fait rêver un peu plus que ce dont on pouvait rêver avant et nous fait éprouver de la fierté et de la joie lorsque l'on voit ces rêves et ces idées inscrites sur un papier, un projet et après, se concrétiser matériellement quand elles se transforment en travaux tangibles. »

6 À travers ses écrits, Nancy partage l'épopée des débuts dans les CLPP, mais aussi tout le cheminement à la fois individuel et institutionnel de l'élaboration des projets. Le coût de la participation est à la fois émotionnel et physique. En effet, le corps n'est pas épargné puisqu'elle raconte les nombreux kilomètres parcourus pour assister aux réunions, aux rendez-vous institutionnels, et les pertes de poids qui ont suivi. Entre « chaos, réussites, tristesses, joies, frustrations, désillusions, satisfactions », les nerfs des participantes sont très sollicités par la gestion des différents espace-temps que recouvre leur engagement. En parlant de la loi des CLPP, Nancy parle de son expérience : « c'est une loi qui a surmonté de nombreux obstacles » ou encore « elle refuse de mourir dans la tentative de », comme elle qui dit devoir et vouloir poursuivre l'expérience. Ainsi, il s'agit de comprendre qu'au- delà d'élaborer des projets pour la communauté, la participation

politique cristallise des rêves et des idées pour lesquelles ces femmes se battent. Elle mobilise des processus complexes, des émotions et des sentiments aussi forts que variés. Pour Edilma, agricultrice du *páramo* de Mérida devenue leader grâce à son activisme au sein de l'association de voisinage, la notion de satisfaction est au centre du « travail social », pour reprendre ses termes. Elle compare, dans cet extrait d'entretien, la satisfaction qu'elle ressent quand elle obtient un projet à celle qui peut être ressentie suite à l'obtention d'un diplôme après des années d'études, et d'efforts. Le sentiment de réussite est transformateur pour ces femmes de classes populaires qui sont, pour la plupart, racisées :

> C'est une satisfaction ce qu'on ressent, rien d'autre. C'est une satisfaction de voir une réussite, d'avoir obtenu une réussite (sic). C'est comme quand on commence une carrière et qu'à la fin on est diplômé et on se dit « dis donc, j'y suis arrivée ! ». C'est comme ça le travail social. (**Edilma Andrade,** 42 ans, chaviste, ex coordinatrice du CC de Misteque et ancienne membre de l'association de voisinage, mariée, mère de 7 enfants, Mérida, 2009)

7 La participation politique permet aux *luchadoras* de vivre un ensemble d'expériences qui contribuent à ce qu'elles développent une image chaque fois plus positive d'elles-mêmes et de leur travail. La *señora* Irene, habitante d'une zone résidentielle populaire qui a gagné la confiance de sa communauté en assurant la sécurité du quartier la nuit — avec des hommes — à son arrivée sur Valencia il y a une vingtaine d'années (elle est originaire de Caracas), est allée jusqu'à peindre sa maison en orange, couleur du parti du maire d'opposition avec lequel elle a travaillé pendant la période des CLPP, Paco Cabrera. En 2012, lors d'un retour sur le terrain, je m'aperçois que la maison a été repeinte — en rose et orange alors qu'elle était verte et bleue — et je lui fais la remarque en arrivant. D'un air complice voire nostalgique, la *señora* Irene me répond « c'est pour me souvenir de ma mairie[8] ». Je lui demande alors ce que ça lui apporte de se souvenir tous les jours de « sa » mairie. Elle me répond que c'est un moyen de se souvenir de tout le travail qu'elle a fait pour sa communauté et de cette expérience « inoubliable » qu'a été sa participation aux CLPP.

B. Saisir l'opportunité de sortir de l'invisibilité

8 Si pour la plupart des enquêtées l'engagement associatif n'est pas nouveau, sous les gouvernements Chávez leur participation politique à l'échelle locale a contribué à modifier leurs subjectivités. Cela fait, en moyenne, quinze ans que ces femmes participent à la politique à l'échelle locale. Avant l'adoption du régime de démocratie participative et protagonique, qui a contribué à la visibilisation du travail effectué par une partie cachée de la société, ces femmes étaient déjà connues des habitants et des habitantes de leur quartier et parfois même des communautés voisines, pour leur volontarisme. Mais, l'écho de leur engagement participatif atteint désormais d'autres villes, allant jusqu'à la capitale, Caracas. Ces dirigeantes de quartier sont passées d'être connues dans un environnement proche, à être reconnues comme leaders et *luchadoras* auprès d'un large public. Des liens se créent entre les dispositifs de participation qui se développent dans l'ensemble du territoire national. Les participantes du CLPP de Valencia m'ont fait part de la même anecdote : elles racontaient que, sous invitation de la mairie, des président.e.s, conseiller.e.s et dirigeant.e.s des CLPP de Caracas s'étaient rendu.e.s à Valencia pour présenter leur expérience et pour échanger autour de la mise en place et du fonctionnement du dispositif :

> Écoute, une fois on a eu un cours à l'hôtel continental, où on avait invité des gens de Caracas et (c'était) très beau, on a échangé, on a parlé et c'était des gens du gouvernement et des gens qui ne soutiennent pas le gouvernement. Et les gens qui sont venus de Caracas, sont repartis enchantés. (À Valencia) C'est le premier CLPP du pays où on ait réussit à faire quelque chose, en se prenant des coups au début, parce que oui, toute chose nouvelle implique des erreurs. (***Señora* Irene de Becerra** , 53 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPP, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2006)

9 Ainsi, l'expérience du CLPP de Valencia est remontée au niveau national et, avec elle, circule aussi l'engagement des *luchadoras* qui l'ont porté. Quand je demande à la *señora* Irene comment elle explique que ce CLPP ait eu autant de succès, elle me répond : « écoute, nous les femmes nous avons pris, maintenant, un rôle trop avancé. Nous sommes maintenant face à tout et je crois qu'on a la capacité de faire ça et bien plus et là où il y a une femme il y a, comment te dire, coordination. » Dans son récit, la *señora* Irene évoque son engagement et la manière dont elle perçoit l'engagement des femmes, en général. Pour décrire le rôle des femmes dans le dispositif, elle emploie le « nous », signifiant ainsi son sentiment d'appartenance et son identification à un groupe dont elle valorise les compétences et les capacités d'action. Sans en avoir conscience, et peut-être même sans le savoir, ses dires renvoient aux discours des institutions internationales[9] et d'autres entrepreneurs de normes qui influent sur les politiques nationales. Les dirigeantes pratiquent désormais une citoyenneté reconnue par le président, encadrée par les politiques publiques, et impulsée par les autorités locales. Une médiatisation de leur rôle et de la place qu'elles occupent dans leurs communautés se met en place et ces femmes deviennent connues — à travers la télévision, les journaux locaux et nationaux, les gazettes officielles des mairies, entre autres moyens de communication — dépassant, d'une certaine manière, leurs multiples positions sociales « subordonnées » :

> Et j'ai commencé à aller à la radio parce qu'on me faisait des entretiens, j'ai connu des personnes incroyables du monde de la communication, j'ai connu de nombreuses femmes qui ont entendu mon histoire de leader, j'ai fait une intervention importante dans une revue qui s'appelle *Parentesis*[10], en tant que leader de Valencia et je suis celle qu'on a choisi parmi toutes les communautés, et j'étais dans un panel superbe de femmes importantes, avec la rectrice de l'université. Et comme ça *pues*, je peux te dire que c'était la satisfaction maximale. (**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPP, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006)

10 Maigualida réside à Valencia depuis plus de vingt ans (elle est originaire de Cumarevo, un village situé dans l'État Falcón). C'est à travers l'occupation illégale d'un terrain qu'elle s 'est fait connaître et respecter dans sa communauté, en dormant dans la rue avec d'autres habitant.e.s — et leurs familles — pour faire pression sur le gouvernement quant à leurs demandes de logement. Cette leader du bidonville de Valencia Las Palmitas, retient de son intervention qu'un grand nombre de femmes connaissent sa trajectoire de *luchadora,* qu' elle a été choisie parmi toutes les autres leaders des communautés de Valencia et qu'elle figurait dans un panel de femmes « importantes ». À cet instant, et cet effet restera, Maigualida devient aussi une femme importante. Cette « satisfaction maximale » permet que les femmes rencontrées adoptent définitivement une dynamique de dépassement de soi. J'entends par dépassement de soi le droit que se donnent ces femmes de se penser et d'agir au-delà de leur assignation sociale de genre, de leur classe sociale, de leur appartenance ethnique et de leur âge. La participation et la valorisation de celles-ci, à différentes échelles, leur a permis de gagner en assurance. Elles ne se sentent ni trop âgées pour reprendre leurs études ou une formation professionnalisante — tel que j'ai pu

le constater lorsque je retournais sur le terrain —, ni illégitimes pour intégrer ou pour imaginer créer un parti politique, voire pour occuper le poste de présidente du pays, comme nous le verrons plus loin. La médiatisation de leurs trajectoires et l'obtention de ressources pour mener à bien les projets de la communauté favorisent amplement ce processus.

2. – *Casa del obrero,* atelier du MPPMIG destiné aux *luchadoras*, Propatria, Caracas, 2009.



3. — *Casa del obrero,* atelier du MPPMIG destiné aux *luchadoras,* Propatria, Caracas, 2009.



11 Les espaces de rencontres entre femmes leaders de quartier se développent fortement sous les gouvernements bolivariens. La socialisation et les échanges sont transformateurs pour des femmes qui n'ont pas souvent eu l'occasion de parcourir leur État[11] et encore moins le pays. Ils favorisent la découverte d'autres profils de femmes *luchadoras*[12]. J'ai pris les photos (2 et 3) qui figurent ci-dessus lors d'un atelier organisé par le MPPMIG, dans un bidonville situé à l'Ouest de Caracas, à l'occasion de la journée de la femme. Cet atelier était destiné aux *luchadoras sociales* et l'objectif était double. D'un côté, il s'agissait de présenter ou de rappeler l'ensemble des programmes sociaux et des dispositifs dédiés à l'amélioration des conditions de vie des femmes et à leur participation politique. De l'autre, l'atelier avait pour but de permettre les échanges d'expériences et de savoir-faire entre femmes leaders. Certaines des dirigeantes étaient déjà en lien avec le MPPMIG et en sont devenues leur porte-parole (il est possible de les distinguer sur la photo 3 avec les gilets rouges du ministère). D'autres découvrent l'institution et le cadre légal qui l'oriente, en prenant des notes sur les cahiers qu'elles ne risquent pas d'oublier (contenant les numéros des contacts, les références des lois, l'agenda des réunions du CC, mais aussi leur liste de courses ou les rendez-vous personnels). J'ai compris en voyant cette diversité de femmes de tous âges, nombre d'entre elles accompagnées de leurs enfants — comme nous pouvons le voir sur la photo 3 —, plus ou moins apprêtées, des femmes qui n'osent pas intervenir et qui restent figées sur leur chaise en attendant que l'atelier se termine, aux femmes qui ne cessent de prendre la parole et qui incitent les autres à faire de même, celles qui sont enthousiastes et celles qui sont méfiantes ; j'ai compris, en les voyant et en les écoutant, que ce type de réunions (*encuentros*), qui ont été impulsées par le gouvernement national, permettent aux *luchadoras* de s'identifier aux femmes rencontrées et de réaliser qu'elles sont des centaines, des milliers à se mobiliser dans chacun des quartiers, dans chacune des municipalités du Venezuela. Cette

identification leur permet de considérer leur participation comme collective et non comme un acte isolé. Puis, dans les *encuentros,* ces femmes échangent des manières de faire, de mener à bien leur action dans les localités habitées, elles comparent le rapport que « leur » CC entretient avec les institutions et les autorités locales, à ceux des autres CC. Elles se moquent de la langue de bois (la *labia*) des actrices et des acteurs institutionnels, et elles en rigolent. Mais elles dénoncent aussi les maltraitances, les discriminations « parce qu'on me voit *negrita* et ils se disent "celle-ci elle comprend rien" », les querelles partisanes et les difficultés auxquelles elles sont confrontées dans le combat quotidien qu'elles mènent. Que ce soit à l'échelle nationale, municipale ou de quartier, ces espaces d'échange et de rencontre favorisent une « mobilité intérieure » chez les participantes et la consolidation d'un engagement politique qui est désormais légitimé.

C. Estime de soi et légitimation politique

12 L'expérience participative transforme les femmes en modifiant leur comportement et leur manière de se penser et de se percevoir[13]. Après avoir partagé leur quotidien et avoir réalisé plusieurs entretiens avec elles, à des années d'intervalle, j'ai voulu savoir comment se percevaient ces femmes, comment exprimaient-elles les différences, s'il y en avait, entre les femmes qu'elles étaient avant de participer et celles qu'elles étaient devenues après. Je leur ai donc posé la question :

JBW : Comment était la Ligia avant de faire ce travail ? Elle était différente ?

LP : Une femme au foyer. Une femme au foyer, mère, épouse, esclave et boniche (rires). Et maintenant je suis une femme belle, libre, *luchadora* et heureuse, c'est ce que je suis maintenant.

JBW : Et à quoi, selon toi, est dû ce changement ?

LP : Tout ce travail. Et je suis mère, je continue de l'être, je suis grand-mère, je suis amante, mais je suis une femme heureuse et c'est ça qui compte. Evidemment, (avant) je n'avais pas l'opportunité de faire ce que je fais, et maintenant je suis en train de le faire et ça, pour moi, c'est super important.
(**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010)

13 J'ai été surprise de la dureté des mots que cette dirigeante du *páramo* employait pour décrire « la Ligia d'avant (la participation) », et la nette différence avec ceux qu'elle mobilise pour décrire la manière dont elle se perçoit aujourd'hui. Ligia n'a aucune estime pour la femme qui s'était confinée dans le foyer, prenant en charge ses cinq garçons puis la fille wayúu[14] qu'elle a élevée, et acceptant les violences physique et psychologique que son mari exerçait sur elle. En le racontant elle en riait, comme pour confirmer le côté pathétique de la situation, un peu nerveuse de fouiller dans ce passé tumultueux. Mais, après une dizaine d'années d'engagement participatif, Ligia se sent en accord avec la femme qu'elle est devenue. Elle est passée de subir une situation qu'elle décrit comme une privation de soi — elle se sentait esclave —, à choisir les activités qu'elle désire réaliser et qui lui font du bien, c'est-à-dire le travail de récupération des sources d'eau du *páramo* vénézuélien et, plus largement, la participation dans sa communauté mais aussi dans les autres communautés qui la sollicitent. Elle a trouvé l'équilibre pour être à la fois mère, grand-mère, amante, tout en étant « heureuse », pour reprendre ses mots. Ligia se

sent belle et libre, elle s'épanouit clairement dans le travail qu'elle effectue avec les communautés. La participation lui a permis de se réinventer et d'être dans la réalisation de soi. L'attention a été portée sur ce cas d'étude car ce parcours n'est pas extraordinaire. Des changements profonds s'opèrent chez les femmes qui participent à l'échelle locale. La réponse de la *señora* Irene soulève des aspects différents, au moment d'auto-évaluer le changement que la participation (dans son cas, elle évoque les CLPP) a produit en elle :

> JBW : *Señora* Irene, vous vous souvenez comment vous étiez avant de participer aux affaires de la communauté ?
>
> IB : L'Irene d'avant et l'Irene de maintenant ? Bon, que maintenant je sais me défendre, personne ne peut me taire, parce que je parle avec (mon) droit. Je sais ce que dit la personne et je sais qu'elle peut se tromper ou pas, tu comprends ? L'Irene d'avant avait l'agressivité mais (elle) n'avait pas l'élan que j'ai maintenant en sachant m'exprimer et, bon, grâce aux nombreux ateliers que m'a donné la mairie, et quand tu travailles jour après jour avec les gens... tu apprends. C'est ça, la Irene d'avant et celle de maintenant. Parce que tu peux avoir fait beaucoup d'études, mais celui qui te donne (l'apprentissage) c'est le *roce* (la friction) de tous les jours. Ça c'est l'école de la vie ! C 'est le *roce* ! Et, dans cette lutte pour défendre ce qui t'appartient, tu apprends. [...] Pour moi, c'était une école ! Une école dont je tire un grand apprentissage et que je pense transmettre à toutes les personnes qui veulent apprendre ! Surtout, je l'ai tellement transmis à mes enfants que... ils ne sont pas timides ceux-là ! J'en ai une qui étudie le droit, avec ça je te dis tout !
>
> (***Señora* Irene de Becerra**, 57 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPP, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2010)

14 Le premier élément de réponse qui lui vient à l'esprit quand elle compare l'Irene d'avant et celle d'après l'engagement participatif est que maintenant, elle estime savoir se défendre. Par la participation, la *señora* Irene aurait appris à évaluer avec précision le discours de ses interlocuteurs et interlocutrices. Elle attribue cet apprentissage à la fois aux ateliers de capacitation que proposaient les CLPP, et donc aux connaissances qu'elle a pu acquérir, mais elle insiste surtout sur l'importance du travail quotidien avec les gens. Les ateliers lui ont appris à se servir de son agressivité pour exprimer ses droits et réclamer ce qui lui appartient, apprentissage qu'elle peut utiliser ensuite pour défendre les droits de sa communauté et les projets qui y sont élaborés. Dans ce cas, les ateliers peuvent être considérés comme des outils qui permettent aux *luchadoras* d'étendre, voire de canaliser, leur « capacité d'action[15] ». Ils facilitent l'accès et la maîtrise du cadre légal qui régit la participation et permettent aux femmes des classes populaires qui s'y impliquent, de connaître ou d'approfondir leurs connaissances sur leurs droits et leurs devoirs de citoyennes vénézuéliennes. Ce qui ressort des propos que tient Irene, ci-avant, c'est la légitimité ressentie par cette femme : pour participer, pour exiger ses droits, pour prendre la parole en public mais aussi pour transmettre cet apprentissage à son entourage et à ses enfants, comme elle le dit à la fin de la citation. Cet élément revient régulièrement dans les récits des *luchadoras*. Transmettre l'envie de participer ou l'entrain pour le faire est un bien culturel que ces femmes, qui ne possèdent que rarement des biens matériels, peuvent léguer. En raison du potentiel d'émancipation et de transformation sociale et politique de l'expérience participative, il convient alors d'étudier la manière dont elle modifie les imaginaires et les projections individuelles des femmes des couches subalternes qui participent à la gestion des affaires de la Cité.

II. Se penser et agir au-delà de leurs multiples positions sociales « subordonnées »

A. De la figure de « luchadora » à (s')imaginer une présidente

15 Par leur action locale, engagée suite à une expérience migratoire, pour améliorer les conditions de vie de la famille et des enfants en particulier, pour se positionner en faveur ou contre le gouvernement Chávez ou dans la lignée d'une culture participative associative ou partisane familiale, les femmes rencontrées sont devenues leaders de leurs communautés. Elles sont connues, en grande partie, parce qu'elles résolvent les problèmes de celles-ci et qu'elles sont constamment en train d'aider le voisinage à résoudre les leurs. Mais, dans la littérature sur femmes et mouvements populaires, il ressort que malgré leur fort engagement celles-ci ne s'approprient que rarement ce statut. L'idée de leader renverrait à un statut de pouvoir dont les femmes des classes populaires se sentiraient éloignées. En partant de ce postulat, et parce que je pense que les gouvernements Chávez ont contribué à ce que les « exclu.e.s » historiques des espaces politiques institutionnels et de représentation développent un rapport avec l'idée de pouvoir, il a été question de savoir si les dirigeantes rencontrées s'assimilaient au statut de leader de leur communauté, tout en interrogeant le sens qu'elles y attribuaient :

> JBW : Tu sens que tu es leader de ta communauté ?
>
> LP : Bon, eux ils disent que je suis leur leader.
>
> JBW : C'est quoi, pour toi, une leader ?
>
> LP : Et bien, une leader est une personne qui lutte, et ce qu'elle fait porte ses fruits, et qui est tout le temps en train d'insister pour que chaque jour les choses soient mieux faites, et les gens *pues* ils considèrent que je suis une *luchadora* et bon, voilà. (rires)
> (**Ligia Parra**, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du CC Misintá et présidente de l'ACAR, Mérida, 2010)

16 Dans un premier temps, il est intéressant de relever que Ligia, « la femme des sources » du *páramo*, emploie le terme leader au masculin pour parler d'elle. Elle répond à la question en expliquant que la communauté lui dit qu'elle est leur leader. Puis, sur la fin, Ligia emploie le terme *luchadora* pour remplacer celui de leader, en l'utilisant indistinctement. Or, elle féminise *luchadora* alors que leader est employé au masculin. Mais les deux se rejoignent dans une définition qui serait commune : cette personne lutte et obtient des résultats satisfaisants puisqu'elle insiste et cherche à améliorer les manières de faire. Les femmes rencontrées mobilisent plus facilement la catégorie de *luchadora* que celle de leader. Dans le cas du Venezuela, il est possible de penser que *luchadora* serait l'équivalent de leader pour les femmes des classes populaires. Mais, si le terme de leader leur est proposé, elles s'y assimilent volontiers.

17 La participation dans les dispositifs étatiques locaux que sont les CLPP et les CC permet la construction d'un sentiment de légitimité chez les femmes rencontrées. Elles acquièrent des connaissances et développent des compétences chaque fois plus élargies, qu'elles mobilisent dans leur engagement politique. Elles prennent conscience de l'importance de leur rôle et elles se donnent la place qu'elles pensent mériter, sur le terrain et dans leur propre estime. En situant ces dispositifs au cœur du projet de développement national, symboliquement et matériellement, ils visibilisent le travail qu'effectuait cette partie

cachée de la société, ce qui influe considérablement sur la manière dont les participantes se perçoivent.

18 Maigualida a été interviewée par un magazine hebdomadaire local, *Parentesis,* autour de sa trajectoire de leader et de son expérience en tant que dirigeante de quartier. En partageant l'anecdote, elle me dit : « moi j'aimerais que le Venezuela ait une femme présidente, comme pour avoir la lucidité (*sensatez*) de faire aller de l'avant un pays. » C'était mon premier terrain de master sur les CLPP, et je m'y rendais imprégnée de l'abondante littérature qui existe sur la participation locale des femmes des classes populaires en Europe, en Afrique et dans les Amériques, avec un regard particulièrement intéressé par les expériences latino-américaines. J'ai été surprise de l'attitude affirmée de Maigualida, cette *luchadora* qui occupe une position sociale subordonnée en tant que femme noire, pauvre, migrante intérieure du pays n'ayant pas pu terminer ses études pour des raisons économiques et à cause du machisme de son mari. Pourtant, je n'avais cessé de rencontrer des femmes téméraires (*resteadas*) depuis le début de l'enquête mais aucune d'entre elles et aucune des représentantes des institutions travaillant à l'amélioration des conditions de vie des femmes, n'avait parlé de la possibilité d'imaginer que le prochain président du Venezuela soit... une présidente. Le deuxième point qui interpellait était l'association que faisait Maigualida entre le rôle politique d'une femme et l'idée de *sensatez* qui fait allusion au caractère raisonnable d'une personne ou d'une action. Car, dans les discours des acteurs et des actrices, qu'ils soient institutionnels ou ordinaires, les qualités des femmes en politique font davantage référence à la supposée noblesse et force innées des femmes-mères qu'à la *sensatez* des femmes, capacité qui leur permettrait de « faire aller de l'avant un pays ». Cette phrase de Maigualida est donc restée longtemps dans un coin des carnets de terrain, isolée car unique mais indiquant tout de même qu'au Venezuela les imaginaires politiques, et notamment ceux des femmes des classes populaires, étaient en mouvement.

19 Trois années après avoir rencontré la *señora* Irene, en 2009, nous réalisons un deuxième long entretien. L'objectif était d'interroger sa trajectoire participative à la lumière de deux changements importants survenus au cours des dernières années : les CLPP avaient été remplacés par les CC (qu'elle n'a pas intégré bien qu'elle participait de manière informelle), et le changement de bord politique de la mairie qui était passée de l'opposition au chavisme. Au moment de nos échanges autour des CC, lorsque je lui demande si les femmes sont aussi nombreuses que les hommes à y participer, la *señora* Irene évoque son envie de voir, un jour, une femme à la tête du pays. Elle ajoute, d'un ton très sérieux, que si elle le pouvait elle se présenterait car elle se sent capable de gouverner un pays. À la fin de l'entretien, je la prends en photo pour la première fois, dans son salon (intimidée par son fort caractère, je n'avais jamais osé lui demander auparavant). Une fois de retour en France, c'est en regardant à nouveau ce portrait que je comprends que les femmes des classes populaires, et notamment celles qui sont racisées, ne se sentaient plus subalternes en politique au Venezuela. Un changement social s'est produit chez les femmes ordinaires, comme la *señora* Irene, puisqu'elles sont de plus en plus nombreuses à se sentir capables et à vouloir occuper des postes à responsabilité. Les imaginaires et les représentations politiques des femmes ont fortement évolué dans ce contexte de valorisation des dynamiques (micro)locales et du caractère populaire/métis de la population vénézuélienne, représenté par les origines indiennes et noires du président Chávez. Les femmes des catégories minorées sous la démocratie représentative ne se sentent plus obligées de porter un blazer pour se sentir légitimes et respectables.

C'est dans son salon (4), en tenue « d'intérieur », entourée de bibelots et des paysages verdoyants accrochés au mur qu'Irene me dit que les femmes qui participent aux CC sont sûrement « comme elle », c'est-à-dire qu'elles s'impliquent parce qu'elles veulent « aller de l'avant » :

4. – Portrait, la *señora* Irene de Becerra, chez elle, Valencia, 2009.



JBW : Et, dans les Conseils Communaux il y a la même quantité de femmes que d'hommes?

IB : Maintenant, ici, dans les Conseils Communaux ? Il y a plus de femmes !

JBW : Et comment ça se fait ?

IB : C'est vrai que... ça doit être qu'elles pensent comme moi ! On veut aller de l'avant et l'homme non, l'homme est plus commode. Non, je ne perds pas, je ne perds pas l' opportunité (*sic*) qu'ici, un jour au Venezuela, la présidente soit une femme !

JBW : Vous vous présenteriez ?

IB : J'aimerais pouvoir ! Et pourquoi pas ? Nous les femmes, nous n'avons pas (cette) capacité ? On a une grande capacité à administrer un pays ! Et on peut le faire ! Et on peut même le faire mieux ! En plus, pourquoi pas, hein ? Parce que, si Hugo Rafael Chá vez y est arrivé, pourquoi je ne pourrais pas y arriver moi ?!
(***Señora* Irene de Becerra**, 56 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPP, mariée, 4 enfants et un neveu qu'elle élève suite au décès du frère, grand-mère, Valencia, 2009)

20 Pour la *señora* Irene les femmes auraient la capacité de présider un pays. Je lui demande quel serait le principal obstacle à sa candidature, ce à quoi elle répond, très clairement : « L'argent, parce que sans argent il n'y a pas de campagne et sans campagne, oubliez, ça ne marche pas. » La recherche de moyens pour financer une campagne politique pourrait

être envisagée, non sans difficultés, mais elle pourrait se produire au travers d'un parrainage de parti ou cela pourrait faire l'objet d'un projet pour favoriser la consolidation du leadership féminin dans le pays. Mais, sans le sentiment de compétence, la confiance en soi et la volonté de porter un tel projet, ce dernier ne saurait aboutir, même en bénéficiant de moyens considérables. Sur cette question, à la fin de la citation la *señora* Irene se dit : « Si Hugo Rafael Chávez y est arrivé, pourquoi je ne pourrais pas y arriver moi ? » L'accession au pouvoir d'un président *zambo* (issu du métissage indien et noir) d'origine populaire, qui a toujours évité l'utilisation d'un langage technocratique dans l'exercice de ses fonctions, a bouleversé les codes et les imaginaires de la politique vénézuélienne. Au-delà de s'identifier ou de rejeter la figure du président Chávez, comme c'est le cas de cette enquêtée, pour les classes populaires — et, plus largement, pour les catégories minorées en politique — elle symbolise la possibilité d'accéder à un statut de pouvoir sans nécessairement appartenir aux milieux aisés et à l'élite intellectuelle. Sur ce point, après avoir étudié la mobilité intérieure qui se produit chez les participantes, je souhaite me centrer sur ses effets « à l'extérieur », sur l'échiquier politique.

B. Rupture avec les représentations du consensus passif féminin

21 Bien qu'elles ne le définissent pas toujours ainsi, la participation des *luchadoras* est politique. Elles semblent viser simultanément deux, voire plusieurs buts opposés. Par exemple « sortir la tête de la serpillière et des fourneaux » (*salir del tobo y de la comida*), tout en garantissant le maintien des assignations sociales de genre, par la prise en charge de l'espace domestique et des responsabilités familiales. Mais, à travers leurs modalités d'action dans les dispositifs de participation ces femmes transgressent l'incompatibilité qui existe entre les représentations de la féminité et celles du pouvoir. La mobilité intérieure qui s'opère chez les femmes rencontrées se transforme en « mobilité extérieure » :

> Quand les choses ne se font pas, on a dû faire des choses drastiques. Une fois on a sé questré tous les conseillers (de la mairie) de Valencia dans une église pour qu'ils nous écoutent et qu'ils nous disent en quoi ils allaient nous aider. Toutes les associations de voisinage s'étaient réunies (rires).
> (**Luz de Parra**, 45 ans, opposante au régime, membre du CLPP et du CC du *barrio* Las Palmitas, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Valencia, 2006)

22 Le pouvoir de mobilisation que détiennent ces femmes et leur maîtrise des réseaux institutionnels, qu'elles sollicitent pour concrétiser les projets de la communauté, représentent des outils qu'elles n'hésitent pas à employer pour arriver à leurs fins. La participation politique des femmes produit une re-signification des rôles de sexe et des rapports gouvernant.e.s-gouverné.e.s. Par la « maternité politique[16] », elles exercent une autorité sur les différent.e.s actrices et acteurs des territoires quotidiens pour lesquels elles luttent. Les *luchadoras* transgressent ainsi les espaces d'action féminins et masculins considérés légitimes par les assignations sociales de genre. Dans leur action, elles reconfigurent les rapports de force et de pouvoir puisqu'elles ne se confinent pas à leurs positions sociales subordonnées (de classe, ethnique, de genre, de leurs zones d'habitation, entre autres). Les modèles et les représentations changent, à l'image de la *se ñora* Irene qui s'imagine occuper le poste de présidente du pays ou de Maigualida qui évoque la *sensatez* des femmes comme une compétence leur permettant de mieux diriger le Venezuela. Dans les récits des participantes, une leader est une *luchadora,* c'est-à-dire

une femme qui insiste et qui persévère jusqu'à obtenir des réponses à apporter à la communauté. Ainsi, à l'aide des associations de voisinage, Luz séquestre les conseiller.e.s de la mairie pour se faire entendre et pour exiger un retour sur leurs propositions. Le cas de cette femme, que l'on surnomme *la guerrillera del sector 12* (en référence à son secteur d'habitation dans le bidonville), illustre l'idée selon laquelle, sous les mandats Chávez, les femmes des classes populaires n'acceptent pas d'être ignorées par les institutions. La valorisation du local que produit la politique de la participation transforme les pratiques et les représentations du pouvoir et du politique. La massive mobilisation des femmes des couches subalternes dans les dispositifs étudiés modifie les comportements et le rapport des femmes au politique, en incitant d'autres femmes à les rejoindre ou à se mobiliser pour concurrencer les dirigeantes de quartier :

> Je pense que lors des prochaines élections celles qui vont se présenter contre moi ce sont des femmes, car j'entends dire : « Maigualida il faut la combattre avec des femmes », alors ça, pour moi, c'est bien que la femme soit participative, c'est positif. Le leadership féminin est encouragé ici. (**Maigualida Marin**, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPP, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006)

23 Maigualida entend dire que, face à elle, il faudrait une femme pour emporter les élections municipales. Ainsi, seule une femme pourrait battre une autre femme en politique mais ceci n'est en rien lié au sexe biologique de l'individu.e. C'est plutôt dans la construction sociale de celui-ci, le genre, que se trouve l'explication. En effet, les femmes ont développé leurs compétences politiques au creux des relations interpersonnelles qui se nouent dans le quartier et dans les rapports quotidiens, ce qui leur apporte une maîtrise du local que n'a pas la majorité des hommes. Ces derniers quittent le foyer tôt le matin et rentrent tard le soir, ne passant que des temps courts dans la communauté, alors que les femmes y articulent vie familiale, activité rémunérée et participation locale. On comprend alors que seule une femme puisse concurrencer Maigualida qui rappelle, dans cet extrait, à quel point le leadership féminin est encouragé au Venezuela. Dans ce contexte, les femmes ont saisi les différents espaces de participation locaux, issus des démarches sociales entreprises par les gouvernements Chávez. Et, elles ne semblent pas prêtes à les désinvestir.

5. – Luz, sa petite fille et Maigualida, Valencia, chez Luz, 2010.



24 Sur cette photo (5), prise en 2010 lors d'un retour sur le terrain, de gauche à droite nous retrouvons Luz, sa petite fille et Maigualida, dans le salon de Luz. Le changement social qui s'est produit au Venezuela de Chávez se situe au niveau du pouvoir — en tant que capacité d'action — qui a émergé chez ces femmes leaders de quartier qui agissent avec assurance, convaincues des droits qu'elles réclament et de la citoyenneté qu'elles font valoir en la pratiquant au quotidien. À travers la circulation de leurs trajectoires et grâce aux échanges qui se produisent dans les dispositifs, ces femmes prennent conscience qu'elles sont nombreuses à se mobiliser pour défendre leurs droits, ceux de leurs familles et ceux de leur communauté. Elles ne se sentent plus minoritaires et acquièrent un sentiment de compétence qui les fait sentir légitimes dans leur action. Elles se tiennent informées de la situation du pays par tous les moyens existants, qu'il s'agisse de la télévision, de la radio, de la presse et des lois qui sont vendues dans les rues du pays par les vendeurs et les vendeuses ambulant.e.s. Elles savent ainsi que les gouvernements bolivariens ont pour ligne politique de favoriser le « pouvoir populaire », c'est-à-dire le pouvoir d'agir du peuple, et cela leur permet d'employer les moyens qu'elles considèrent nécessaires, sans se soucier des conséquences d'un acte illégal comme celui que commet Luz en séquestrant les conseillers et les conseillères de Valencia. Leurs actions sont stratégiques puisqu'elles se servent du « statut d'honneur » dont bénéficient les classes populaires sous les gouvernements Chávez. Loin de l'image non-subversive de la mère altruiste, inoffensive et responsable, ces citations mettent en avant le caractère dangereux de la participation des femmes en politique. Le lexique employé est celui du combat puisque Maigualida « il faut la combattre » et Luz séquestre les conseillers et les conseillères pour réclamer des comptes. Ces femmes qui ont enduré la subalternité tout au long de leur existence, qu'elle soit de classe, ethnique, de genre, générationnelle ou liée à leurs zones d'habitation, se l'approprient sous la politique du « pouvoir populaire »

et la brandissent comme une ressource pour légitimer leurs actions. L'expérience participative et la politisation du quotidien leur permettent de franchir les barrières de la peur, que ce soit au moment de s'exprimer, de se confronter aux institutions ou de lutter contre un.e adversaire. Elles sont prêtes à occuper tous les espaces possibles pour défendre ce qu'elles considèrent important, que ce soit leurs droits individuels, leur famille, leur quartier mais aussi leur pays.

Conclusion

25 Il semble difficile de sous-estimer l'importance des processus de participation et de capacitation qui se produisent sous les gouvernements Chávez, la participation étant l'un des mécanismes fondamentaux pour l'acquisition de valeurs et de perceptions politiques. Bien qu'elles ne soient pas portées par des mouvements sociaux, les actions collectives menées dans les dispositifs de participation, comme les CLPP et les CC, établissent des changements au niveau de la culture politique populaire et des assignations et des représentations sociales de genre. Elles génèrent une nouvelle pratique collective qui stimule la formation d'acteurs et d'actrices qui amplifient leur vécu quand, en tant qu'individu.e.s, ils et elles s'auto-reconnaissent et reconnaissent leurs semblables. Cette double dynamique de reconnaissance permet que la vie privée se transforme et que la vie publique se reformule. L'estime de soi qu'elles développent et le combat quotidien qu'elles mènent à travers leur participation dans les dispositifs locaux, favorise la reconstitution d'un imaginaire social émancipateur.

26 Dans la lignée de la pensée que développe Judith Butler (2007), la survie est bien plus qu'une conquête éphémère sur la mort biologique, c'est une manière de résister à la mort sociale que les normes promettent à certains individu.e.s, notamment aux femmes des classes populaires, d'autant plus si elles sont racisées. Il est important de différencier les multiples positions sociales « subordonnées » des *luchadoras* du statut de subalternes car, comme nous l'avons vu, ces femmes ne sont pas et ne se sentent pas subalternes en politique. Elles sont dans une situation sociale vulnérable mais n'en sont pas victimes pour autant. En se réappropriant les différentes sources de stigmatisation dont elles ont pu souffrir tout au long de leurs trajectoires, elles reconduisent la réalité dans leur participation politique tout en la contestant. Par conséquent, elles la re-signifient. Le croisement de la centralité des CC au niveau national avec l'importance des femmes dans la participation locale, provoque un changement au niveau des imaginaires et des représentations du féminin, sous les gouvernements Chávez.

27 À travers l'expérience participative, les femmes des classes populaires — en majorité racisées — modifient le regard qu'elles portent sur elles-mêmes et amplifient leur capacité d'action. Ce mouvement se renforce quand le gouvernement les place au cœur de son projet de pays. Reste à évaluer le degré d'enracinement de ce changement, en termes de générations et en termes de pratiques, dans le contexte de crise que traverse la société vénézuélienne depuis l'arrivée au pouvoir du président Nicolas Maduro. Que deviennent les catégories d'acteurs — et surtout d'actrices — qui avaient été reconnues et sollicitées en tant que citoyens et citoyennes au cours des décennies participatives ? Et, sur quoi repose la durabilité du phénomène participatif et de la politisation qu'il a engendrée chez les « exclu.e.s » de la démocratie représentative ? Seules de nouvelles enquêtes de terrain permettront d'aborder les ruptures et des continuités de la participation au XXIe siècle, au

Venezuela. Pour ce faire, une approche générationnelle du politique prendrait tout son sens.

BRANDLER-WEINREB Jessica (2015c), « Maternité politique et participation locale : modalités pratiques d'un engagement quotidien sous Chávez », K. Bergès, D. Burgos-Vigna, M. Yusta Rodrigo & N. Ludec (dir.), *Résistantes, militantes, citoyennes : l'engagement politique des femmes aux XX^e^ et XXI^e^ siècles*, Rennes : PUR, 103-120.

BIBLIOGRAPHIE

BISILLAT Jeanne (2000), « Migration féminine comme parcours initiatique : la conquête d'une nouvelle identité (São Paulo, Brésil) », *Cahiers du CEDREF*, *8/9*, 69-85.

BERGER Mathieu, CEFAÏ Daniel et GAYET VIAUD Carole (dir.) (2011), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre ensemble*, Bruxelles : Peter Lang.

BRANDLER-WEINREB Jessica (2012), « Au-delà des représentations de genre : féminité et pouvoir social dans les Conseils Communaux au Venezuela », *L'Homme. Europäische Zeitschrift für femistische Geschichtswissenschaft – L'Homme. European Journal of Feminist History*, *1*, 119-126 (version en allemand).

BRANDLER-WEINREB Jessica (2015a), *Participation, politisation et rapports de genre : changement social en milieu populaire (Venezuela, 2002-2012)*, thèse de doctorat, Université Paris 3, Paris, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01317674>.

BRANDLER-WEINREB Jessica (2015b), « Du pouvoir citoyen au pouvoir populaire : l'institutionnalisation de l'action politique des femmes au Venezuela », *Critique Internationale*, *69*, 153-170.

BRAUD Philippe (1996), *L'Émotion en politique*, Paris : Presses de Sciences Po.

BUTLER Judith (2007), *La vie psychique du pouvoir*, Paris : PUF (traduction française).

CASTORIADIS Cornelius (1999), *L'institution imaginaire de la société*, Paris : Seuil.

FREEDMAN Jane (1997), *Femmes politiques : mythes et symboles*, Paris : L'Harmattan.

GODELIER Maurice (2015), *L'imaginé, l'imaginaire & le symbolique*, Paris : CNRS Éditions.

LAÉ Jean-François (2003), « L'intimité : une histoire de la propriété de soi », *Sociologie et société*, *35* (32), 139-147.

LORDON Frédéric (2013), *La société des affects. Pour un structuralisme des passions*, Paris : Seuil.

MESTRUM Francine (2001), « L'"empowerment", le pouvoir et la capacité d'action », B. Marques-Pereira & P. Nolasco (dir.), *La représentation des femmes en Amérique Latine,* Bruxelles : L'Harmattan, 17-27.

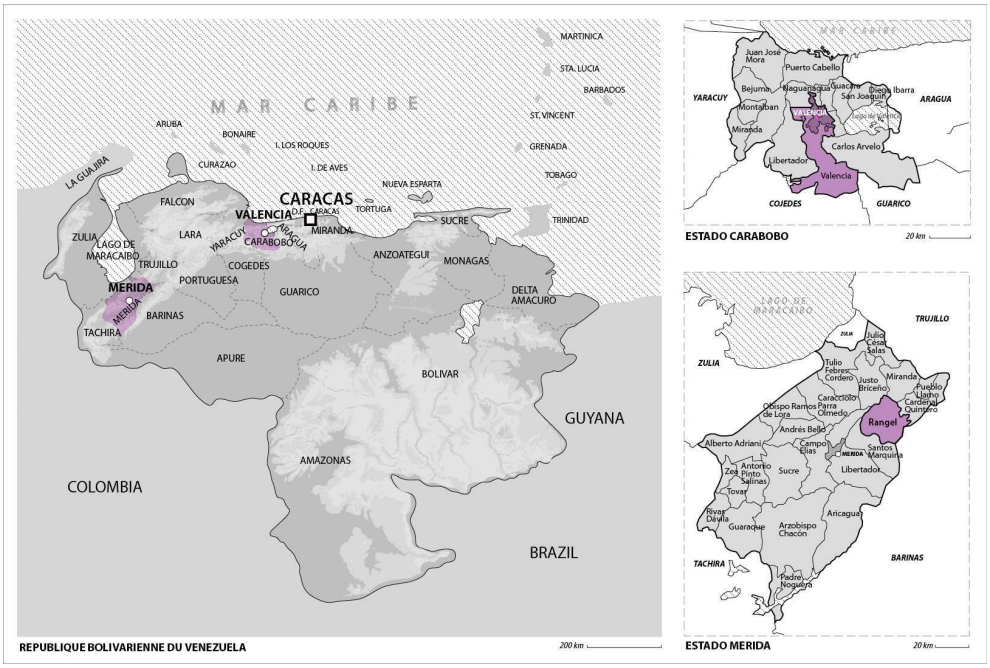
SCOTT James (2009), *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris : Amsterdam.

SIIM Birte (2000), *Gender and Citizenship. Politics and Agency in France, Britain and Denmark*, Cambridge : Cambridge University Press.

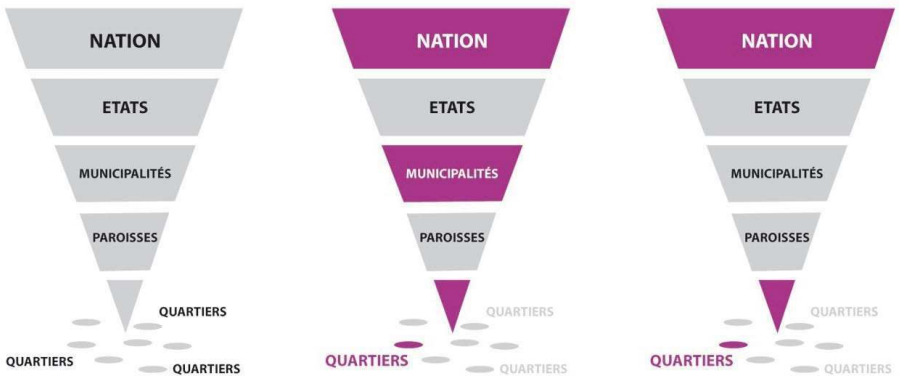
SINTOMER Yves (2009), « Postface. Luttes pour la reconnaissance des classes subalternes et modernisation participative de l'État : les paradoxes vénézuéliens », O. Compagnon, J. Rebotier & S. Revet (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe Chávez, la démocratie, le changement social,* Paris : Éd. de l'Atelier, 217-225.

ANNEXES

1. – Carte : Pays, états et municipalités de l'enquête (2006, 2009, 2010, 2012)[17].



2. – Figure : Évolution du système participatif sous les gouvernements Chávez.



NOTES

1. Jane Freedman (1997) offre un regard analytique riche et différent de ceux proposés par une grande partie des études faites sur les femmes en politique. Dans *Femmes politiques : mythes et symboles*, la sociologue étudie l'incompatibilité qui existe entre les représentations de la féminité et celles du pouvoir. L'auteure s'intéresse aux causes de l'exclusion des femmes en politique en prenant le cadre de deux pays européens, la France et l'Angleterre. Elle parcourt les explications structurelles, situationnelles et systémiques, pour au final s'intéresser tout particulièrement aux causes symboliques. Au-delà du travail domestique qui prend beaucoup de temps et des socialisations sexuées, Freedman explique que les représentations dominantes des femmes, et de la féminité, sont responsables de leur mise à l'écart en politique.

2. Dans le cadre de ses recherches sur la migration féminine au Brésil (1992), Jeanne Bisillat explique que l'expérience humaine de la migration se traduit par des éléments matériels, culturels et psychologiques mais aussi par un processus d'objectivation qui provoque chez certaines femmes, mais aussi chez les hommes, une prise de conscience d'une nouvelle réalité notamment sur le plan identitaire, territorial et civique. La migration peut alors devenir le support de cette autre mobilité que l'auteure a appelée « mobilité intérieure ».

3. Au-delà des techniques classiques de l'enquête sociologique, j'ai créé des outils — comme les « carnets intimes », tenus par les enquêté.e.s sous ma demande, qui seront mobilisés dans cet article — pour tenter de matérialiser le tournant affectif que provoque l'expérience participative vénézuélienne. La dimension diachronique de l'étude que j'ai menée, dans le cadre de ma thèse de doctorat, a permis à la fois le suivi de trajectoires individuelles dans le temps long et celui de l'évolution du système participatif et des politiques publiques qui le régissent. Ces va-et-vient ont été l'occasion d'effectuer les 147 entretiens sur lesquels s'appuie, en partie, l'enquête — dont une cinquantaine a été réalisée auprès d'actrices et d'acteurs institutionnels, de tout bord politique. Des enquêtes de terrain plus courtes ont aussi été réalisées à Caracas, au sein des institutions (notamment les ministères) qui développent les politiques publiques. Voir : Brandler-Weinreb (2015a).

4. Voir figure en annexe.

5. Toutes les traductions de l'article sont de l'auteure.

6. L'INAMUJER, BANMUJER et la *Misión Madres del barrio* (mission mères du bidonville). Sur la question du projet de « féminisme d'État » dans la participation politique des femmes rencontrées, je me permets de renvoyer à mon travail : Brandler-Weinreb (2015b).

7. Voir : Brandler-Weinreb (2015c).

8. Valencia avait une mairie d'opposition jusqu'en 2008 — dont la charte graphique était orange —, moment où elle est devenue chaviste — adoptant alors le rouge, couleur de la « révolution bolivarienne ».

9. Je pense notamment à la conférence de Beijing (1995) où l'égalité des femmes et des hommes est mise en avant à travers l'idée d'*empowerment* des femmes.

10. Revue éditée par le quotidien de Valencia *El Carabobeño*.

11. Le Venezuela est divisé en 23 États, subdivisés en 335 municipalités, elles-mêmes divisées en paroisses civiles.

12. Cela rejoint la thèse de James Scott (2009), à savoir, que c'est dans les milieux entre « dominé.e.s » que peut se produire l'émancipation, avant d'intervenir dans l'espace public.

13. Le cas de l'action locale de Ligia Parra, appelée aussi la « femme des sources d'eau » en raison de son combat pour la récupération des sources d'eau sur la cordillère vénézuélienne, m'a permis de comprendre que la participation est une ressource qui permet aux femmes des classes populaires, racisées ou non, de renverser leur subalternité. C'est en partant de l'étude de cette

trajectoire participative que j'ai pu saisir le caractère transformateur de l'expérience de la participation que vivent les femmes rencontrées. J'ai consacré le chapitre 8 de ma thèse de doctorat (Brandler-Weinreb, 2015a) et un article (Brandler-Weinreb, 2012) au cas de Ligia Parra.

14. Communauté indienne la plus importante du pays. Habite le nord-est du Venezuela (État Zulia où Ligia vécu avec son ex-mari pendant une vingtaine d'années avant de retourner dans le *páramo* de Mérida) mais aussi le Nord de la Colombie.

15. Dans ses travaux sur le développement, la sociologue Francine Mestrum situe le pouvoir au cœur des relations sociales puisqu'il génère la résistance, même dans les situations d'oppression les plus dures : « Il peut se référer tant à l'émancipation individuelle qu'à la capacité d'organisation et d'action au niveau collectif, ce qui permet de faire le lien entre la sphère publique et la sphère privée. » (2001) La notion de « capacité d'action » me paraît appropriée pour étudier les effets de la participation politique des femmes de classes populaires au Venezuela de Chávez car je pense que le principal changement s'est produit au niveau de l'augmentation de leur pouvoir d'action et de sa transformation en une capacité qui s'est étendue dans le temps et qui s'est territorialisée.

16. La « maternité politique » représente ce processus par lequel les femmes instrumentalisent la croyance en la morale et la bienveillance des mères — réelles ou potentielles — pour se construire en tant qu'actrices politiques, sans être perçues comme concurrentes des hommes. Emprunté à la politologue Elsa Chaney (1998), de mon point de vue, ce concept permet d'élargir la réflexion entre l'assujettissement et l'émancipation des femmes en politique (pour une analyse approfondie, voir l'article consacré à ce sujet : Brandler-Weinreb, 2015c).

17. Élaboration et conception graphique (carte et figure) : Olivier Tourame. Les zones en rose sont celles où j'ai effectué mes enquêtes de terrain.

RÉSUMÉS

Les dispositifs de participation qui ont été mis en place sous les gouvernements Chávez, au Venezuela, représentent des outils de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales. La participation à l'échelle locale permet aux femmes des classes populaires de se constituer en sujets politiques, en résistant à la situation de pauvreté et aux rapports de domination qui structurent la vie quotidienne. Initialement vécues comme source de stigmatisation, elles ont fait de leur appartenance de classe, ethnique, générationnelle, de genre comme de leur zone d'habitation, une ressource pour leur engagement politique. À travers les dispositifs de participation, l'État finance cet élan et cible les femmes qui combattent le fatalisme et le sentiment d'impuissance. Elles sont de plus en plus nombreuses à se sentir capables et à vouloir occuper des postes à responsabilité. À partir d'une étude longitudinale de trajectoires individuelles basées sur une enquête ethnographique, il a été possible de saisir les mutations de leurs imaginaires, de leurs pratiques et de leurs représentations politiques. Dans cet article, il s'agit de se demander dans quelle mesure la participation et la valorisation étatique de l'échelle micro-locale ainsi que des acteurs et des actrices qui s'y investissent, permettent aux *luchadoras sociales* (combattantes sociales) — femmes des classes populaires, pour une majorité racisées — de transformer leur subalternité en ressource pour légitimer leurs actions et pour se penser autrement, notamment en politique. Je propose de comprendre la manière dont ces mutations opèrent, au quotidien, comme une résistance à leurs multiples positions sociales « subordonnées » et établissent un changement au niveau du paradigme dominant femmes et pouvoir.

The Participation plans set up by the Chavez Governments in Venezuela are considered as tools to combat poverty and social injustice. Participation on the local level has enabled grassroots women's groups to turn themselves into political entities to overcome the poverty and the power relationships that structure their daily lives. While their ethnicity, social class, age and gender, as well as location, were initially perceived as stigmas, they have become a resource for their political commitment. This phenomenon is encouraged by the Government that funds the Participation plans, targeting women who combat feelings of fatalism and powerlessness. An increasing number of these women feel capable or willing to hold positions of responsibility. In a longitudinal evaluation study based on an ethnographic inquiry, I point out the mutations of their political representations and practices. In this article the question that must be addressed is to what extent participation and micro-level promotion by the Government, and by the actors themselves, enable the *luchadoras sociales* ("social fighters"), these women from the lower classes who, for the most part, can also be defined by their ethnicity, to turn their subalterness into a resource to legitimate their actions and transform the way they define themselves, particularly in politics. My aim is to show how these mutations work in everyday life as a form of resistance to their multiple subaltern positions. What they are achieving, I posit, is no less than a change in the dominant paradigm of women and power.

INDEX

Keywords : gender, imaginary, participation, politics, popular background, subalterns, women
Mots-clés : classes populaires, femmes, genre, imaginaires, participation, politique, subalternes

AUTEUR

JESSICA BRANDLER-WEINREB

Docteure en Sociologie (IHEAL – Université Sorbonne Nouvelle Paris 3).
Chercheure associée au CED – UMR 5116 et au CREDA – UMR 7227.
Ses recherches portent sur la participation populaire au politique, au Venezuela, étudiée au prisme des femmes et des rapports de genre. Elle étudie aussi la socialisation politique des enfants, en France et au Venezuela.
jbrandler@gmail.com